

« STRATEGIE DE LA CONNAISSANCE AU SERVICE DES
AGRICULTURES FAMILIALES »

Les relations entre recherche, développement et formation

8 – 9 DECEMBRE 2005 / MONTPELLIER / AGROPOLIS INTERNATIONAL

**Primaire bilingue, Alphabétisation,
Formation continue formelle et informelle
Le triptyque de l'éducation pour le développement**

*Christian FAULIAU
Consultant*

(Partie d'un document préparatoire pour une réflexion sur la stratégie d'appui à l'alphabétisation et la formation continue pour le MAE sous la direction du réseau Impact du GRET – Novembre 2006)

I. LE CONTEXTE

LE RESPECT DES CULTURES ET DES LANGUES.

1. L'alphabétisation comme outil intégrateur de plus d'un milliard d'êtres humains jusqu'alors largement exclus d'une participation pleinement responsable dans les processus de développement doit nécessairement être analysée dans le cadre des enjeux socio-économiques et politiques planétaires principalement : la multipolarité, la multiculturalité, le droit des peuples et des minorités, la démocratisation, et la lutte contre la pauvreté et les inégalités.
2. Deux écoles restent en concurrence au niveau mondiale, l'une défendant une mondialisation qui passerait par une unification de la planète, l'autre passant par une collaboration, une complémentarité et une bonne entente de tous les sous groupes, chacun gardant sa spécificité dans une dynamique de développement planétaire harmonieux et dans l'intérêt de tous et de chacun. Même si la bipolarité visant à pérenniser des rapports dominant - dominé conserve encore de puissants adeptes, la majorité des peuples et des gouvernements dont celui de la France défendent depuis plusieurs années la seconde stratégie : l'affirmation d'une multipolarité sans hiérarchie passant par le respect de toutes les cultures et donc par le respect d'une de leur première expression : leur langue.
3. Le patrimoine des peuples, comme l'a si souvent souligné l'UNESCO, inclue les connaissances véhiculées par la tradition orale dans les langues locales. Ce patrimoine des peuples fait partie intégrante du patrimoine de l'humanité. Sa sauvegarde est importante. Elle nécessite de transcrire ces langues et la culture qu'elles véhiculent avant qu'elles ne disparaissent.

sent. Chaque individu a le droit fondamental de s'exprimer y compris par écrit dans la langue léguée par ses ancêtres.

LES EXIGENCES DE LA SORTIE DE LA PAUVRETE ET DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE

4. La totalité des agences internationales d'aide au développement multi ou bilatérales s'accordent pour considérer que le développement de chacun des pays est plus rapide et plus durable lorsqu'il passe par une responsabilisation des populations à la base et donc par une large décentralisation. Cette décentralisation, pour être efficace, implique elle-même des outils qui permettent une participation effective des populations et par conséquent des outils de communication utilisant d'abord la langue qu'elles comprennent le mieux à savoir la leur. L'utilisation de la seule langue officielle est trop souvent un facteur d'exclusion. La multiplicité des langues doit donc être considérée comme une donnée incontournable, le point de départ de toute stratégies d'apprentissage. D'ailleurs les opérations des 30 dernières années ont largement démontré que les stratégies de contournement de cette réalité étaient largement contre productives.

5. Sortir de la pauvreté passe le plus souvent par un accroissement de sa propre productivité ou par une meilleure redistribution de la valeur ajoutée produite dans une chaîne de production. L'accroissement de la productivité résulte d'une multitude de facteurs cependant, il est universellement reconnu que la formation et l'information en sont une des principales clés. L'analphabétisme handicape très sérieusement ces processus. La meilleure redistribution de la valeur ajoutée passe par une meilleure compréhension de chacun des acteurs de la chaîne économique et surtout de leur meilleure organisation pour construire des groupes de pression suffisamment forts pour défendre leurs intérêts. Ce n'est pas un hasard si une des premières demandes des organisations professionnelles agricoles des pays du sud est l'alphabétisation de leurs membres. L'alphabétisation en facilitant l'accès à la connaissance technique et économique et en permettant une meilleure transparence dans la gestion des groupes professionnels et des chaînes de production est un outil majeur de la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

6. De plus, la lutte contre la pauvreté si l'on dépasse le seul critère monétaire et si on l'appréhende de façon multidimensionnelle c'est-à-dire aussi en termes de capacités et de conditions de vie est nécessairement une lutte contre les inégalités. La pauvreté est fondamentalement le résultat d'un accès réduit et précaire aux sources de revenus, aux capacités, d'autonomie et de sécurité (formation, santé, information, terre, crédit, capital, statut social, etc.). L'accès à ces ressources est l'enjeu de compétitions sociales, inéluctablement inégales : faute d'un minimum de régulation de ces compétitions, les inégalités correspondantes se cumulent et deviennent structurelles et politiques, comme la pauvreté qu'elles engendrent. Aussi, la promotion de l'accès de tous à la lecture, à l'écriture, au calcul, aux NTIC, la promotion d'un environnement lettré et le renforcement consécutif de capacités des populations concernées participent concrètement à l'enjeu de réduction de la pauvreté et des inégalités. En outre la démonstration que l'alphabétisation des jeunes filles a un très fort impact sur l'évolution positive des sociétés n'est plus à faire.

7. Pour ce qui concerne plus spécifiquement le développement agricole et rural avec une énergie en hausse, des subventions à l'agriculture en baisse dans les pays du nord, une urbanisation très rapide des pays du sud, les petits et moyens producteurs, le plus souvent pauvres et analphabètes des pays du sud vont voir apparaître une nouvelle chance de développement de la demande de leurs marchés nationaux ou régionaux. L'alphabétisation devrait leur faciliter

une meilleure connaissance des opportunités et un meilleur accès à la formation indispensable pour tirer le meilleur profit de ces nouvelles opportunités..

8. La relation entre capacité de développement et compétence en lecture, écriture et calcul a été largement démontrée dans tous les pays. Elle relève tout simplement de la capacité à déchiffrer, comprendre, utiliser et répondre à des informations fournies de manière différées et à capitaliser de l'information autrement que par la seule mémoire. Laisser un individu être analphabète c'est le limiter uniquement à des sources d'information orales face à face ou par la radio, la télévision, ou le téléphone, c'est le mettre en situation de ne pas pouvoir répondre autrement que de manière orale et immédiate, c'est le priver de confidentialité, c'est limiter ses références à sa seule mémoire, c'est le priver de nombreux outils indispensables aux processus de développement. C'est obliger les structures de conseils, de formation au seul encadrement de proximité avec des coûts qui dépassent de très loin ceux d'une alphabétisation bien conçue.

L'ANALPHABETISME RESTE UN PROBLEME DE MASSE

9. Si comme le souligne l'UNESCO, l'évolution de ces dernières années inspire un espoir et un optimisme mesuré au regard des résultats intéressants produits par une amélioration notable des systèmes d'éducation primaire formelle, le

nombre absolu d'analphabètes reste obstinément très élevé et dépasse les 780 millions avec une prédominance des femmes. De plus, les statistiques ont du mal à appréhender les analphabètes fonctionnels, ceux qui ne savent pas utiliser efficacement « l'outil lecture écriture, calcul » dans leurs activités quotidiennes et dont le nombre risque bien de multiplier par deux les personnes exclues. Or être analphabète c'est être exclu pour toute sa vie des systèmes de formation continue à l'exception des systèmes de formation informels tels que la radio. Les opérateurs de formation capables de travailler efficacement avec des analphabètes sont une infime minorité. Le côté exclusion irrémédiable et de masse est important.

II. LES CONCEPTS

L'ALPHABÉTISATION : UNE FIN EN SOI OU LE DEBUT D'UN PROCESSUS DE FORMATION CONTINUE?

10. Pour l'UNESCO, « l'alphabétisation signifie plus que savoir lire et écrire cela renvoie à comment communiquer en société », « L'alphabétisation est au cœur de l'éducation pour tous, l'EPT » et l'alphabétisation ne peut se concevoir que dans une stratégie globale « d'empowerment », de responsabilisation socio économique et politique. Il n'y a pas d'opposition entre éducation primaire et alphabétisation, pas de priorités de l'une par rapport à l'autre mais une complémentarité indispensable qui doit être immédiate. L'enseignement primaire assure de fait l'alphabétisation des enfants scolarisés et les programmes d'alphabétisation doivent palier la non scolarisation ou la déscolarisation prématurée.

11. La Décennie des Nations Unies pour l'Alphabétisation dont l'UNESCO a la responsabilité, « la DNUA appuie également une définition de l'alphabétisation considérée au sens large, c'est-à-dire qu'elle ne se limite plus aux compétences de base en lecture, écriture et calcul, mais qu'elle est considérée comme un droit de l'homme en rapport avec le développement. L'alphabétisation

peut prendre des formes diverses en fonction de la culture, de la langue, voire même de l'époque. Elle n'est pas une expérience d'apprentissage ponctuelle, mais un processus permanent, qui se poursuit tout au long de la vie. »

12 Alphabétisation pure ou alphabétisation fonctionnelle ? En posant à la fin des années soixante le principe d'alphabétisation fonctionnelle l'UNESCO créa un nouveau concept englobant, un nouveau paradigme qui allait marquer jusqu'à nos jours l'identification, la formulation, la stratégie d'implantation et les outils de suivi évaluation des programmes d'alphabétisation dans le monde. Il ne s'agit pas seulement de faire que pendant la période d'initiation de base à la lecture, écriture et calcul les méthodes s'appuient sur des éléments tirés du développement dans la vie courante mais de faire aussi intégrer dans le programme d'alphabétisation la partie appelée alors post alphabétisation et comportant un début de formation professionnelle. Alphabétisation et post alphabétisation formant un tout généralement appelé programme d'alphabétisation. En actualisant ce même concept par « literacy for empowerment » (l'alphabétisation pour la responsabilisation) comme base de la décennie de l'alphabétisation, l'UNESCO fixe les grandes orientations des programmes d'alphabétisation et de leurs appuis potentiels pour la période 2002-2012.

13. Ce faisant l'UNESCO propose un processus unique d'apprentissage, un continuum par lequel l'apprenant acquiert des outils qui successivement permettent d'en acquérir d'autres et d'accumuler des connaissances qui deviennent de plus en plus opérationnelles, et de partager ses propres connaissances avec son environnement, au bénéfice de tous, l'UNESCO affirme le droit universel à l'accès à un processus éducatif complet pour tous. **Alphabétiser au sens stricte du terme, c'est-à-dire apprendre à lire, écrire et compter n'a pas de sens si cela n'est pas suivi et utilisé par un processus plus vaste de formation pour tous qui devient donc un droit fondamental universel.**

L'ALPHABETISATION : DROIT UNIVERSEL OU INTEGRATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE PROGRESSIVE DU PLUS GRAND NOMBRE ?

14. L'approche conceptuelle de l'UNESCO et sa finalité ne sauraient être remises en cause en terme de droit universel. Cependant après plus de quarante ans de défense de ce droit, il faut reconnaître que les structures, institutions et budgets qui supportent une telle vision sont très loin de répondre à la concrétisation de l'objectif. La mise en œuvre d'un « processus permanent qui se poursuit tout au long de la vie » exige des gouvernements, des responsables de programmes nationaux d'en définir les étapes et d'en préciser les acteurs. Chacun de ces acteurs clé doit en effet rendre des comptes à période régulière et ne peut attendre la fin de la vie d'une génération pour évaluer l'efficacité de ses opérations. Dans des contextes marqués le plus souvent par des ressources financières rares, quand les objectifs des différentes étapes ne sont pas clairement déterminés, il paraît difficile d'empêcher les luttes de pouvoir, de responsabilité, d'accaparement de partie de programme et de budget et finalement une atomisation des opérations. Le risque est élevé, et s'est malheureusement souvent vérifié sur le terrain, de voir les différents acteurs qui auraient dû s'unir, se compléter pour travailler ensemble à la réalisation d'un objectif aussi noble, en venir à s'opposer, se diviser, se contredire et finalement empêcher dans la plupart des cas l'indispensable cohérence et continuité des opérations pour que alphabétisation et développement entre en pleine synergie dans une dynamique nationale.

15. La confusion qui a régné pendant des années et qui règne encore sur ce que recouvre ce terme alphabétisation et son articulation avec les autres dispositifs de formation n'est pas étrangère aux difficultés d'identification donc de financement et de mise en œuvre des programmes. La liaison incontournable entre alphabétisation et post alphabétisation a très souvent occulté la relation avec les dispositifs de formation continue et a souvent couvert une définition insuffisante des objectifs de chacune des parties. Elle a induit une dissolution des responsabilités et même de nombreuses erreurs dans la mobilisation des acteurs et de leurs différents rôles certes indispensables mais qui auraient dû d'abord être bien ciblés et complémentaires ?

16. Tout en conservant la stratégie globalisante de l'UNESCO, il n'en reste pas moins que deux phases très distinctes sont nécessaires avec des opérateurs qui peuvent être totalement différents : i) l'alphabétisation de base considérée est avant tout comme acquisition d'un outil : C'est la capacité de lire, écrire et calculer, et ii) cet outil, cet acquis pour ne pas disparaître à nouveau doit ensuite nécessairement, obligatoirement être rapidement utilisé dans le processus éducatif global en particulier dans le cadre de la formation continue professionnelle et/ou citoyenne de tous. Pour la première phase l'alphabétisation de base, la pédagogie est spécifique à l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, c'est aussi pour cette raison qu'elle se fait aussi dans le cadre de l'école primaire, pour la seconde phase, la formation continue pour le développement à des lettrés ou à de nouveaux alphabétisés utilisant leur lecture écriture et calcul pour communiquer, trouver les informations, échanger des expériences, elle relève d'une autre démarche et d'autres acteurs spécialistes de la formation technique dans le cadre de leur secteur de développement.

17. Il apparaît donc fondamental de bien cadrer les deux blocs d'intervention inéluctablement complémentaires mais aussi inéluctablement chacun focalisé sur des objectifs et des démarches spécifiques : i) alphabétiser pour acquérir les outils que sont lecture, écriture et calcul, ii) donner accès à un processus de formation continue pour le développement en utilisant la lecture, l'écriture et le calcul et la maîtrise des outils des nouvelles technologies de la communication.

18. Cette distinction a toute son importance dans le contexte actuel de la généralisation de l'éducation pour tous (EPT). L'EPT se veut globalisante, utilisant tous les vecteurs de formation, et l'UNESCO inlassablement insiste systématiquement sur ce point. Suivant les analyses précédentes il y aurait cohabitation, complémentarité de trois dispositifs, deux dispositifs d'alphabétisation de base : l'école primaire et les alphabétiseurs et un dispositif de formation continue capable de s'adapter aux demandes des sortant des deux. Mais même si les bailleurs de fonds internationaux s'accordent conceptuellement avec les demandes de l'UNESCO dans les forums internationaux, il n'en reste pas moins que le principal instrument de cette stratégie mondiale reste essentiellement la scolarisation primaire. C'est elle qui mobilise la quasi-totalité des financements disponibles. Or non seulement de nombreux pays sont encore très loin des 100% d'enfants scolarisés dans le primaire, mais la dernière conférence mondiale de suivi de l'EPT à Libreville, au début de l'année 2006 a démontré que pratiquement la moitié des enfants quitte le système d'éducation primaire sans avoir acquis de manière pérenne les fondamentaux de l'alphabétisation que sont la lecture, l'écriture et le calcul. L'un des arguments quelques fois avancé serait qu'il est plus urgent d'améliorer les performances du système d'éducation primaire en place que de faire de l'alphabétisation et de la formation continue. On peut sans risque de se tromper répondre que l'un n'empêche pas l'autre, qu'ils sont nécessairement complémentaires ne serait ce que pour combler les vides ou les lacunes d'un système primaire encore très loin d'avoir atteint sa phase d'universalisme efficace, sans ou-

blier que des parents alphabétisés sont les meilleurs promoteurs pour l'éducation de leurs enfants.

19. De plus la croissance rapide des résultats de l'économie nationale reste un impératif pour la plupart des pays. Une des conditions majeures de l'amélioration du système primaire est un accroissement de son financement pérenne qui lui-même requiert un accroissement rapide des ressources nationales qui elles mêmes sont liées aux résultats économique de chacun des habitants. Or, c'est un constat général, les analphabètes restent largement exclus du processus de développement et en particulier du processus de développement économique. Chaque année des millions de personnes se trouvent marginalisées par les insuffisances d'accès ou les disfonctionnements du système d'éducation primaire. Ils sont certes analphabètes mais ils sont une part importante, quelques fois majoritaire de la force de travail des pays, ils en sont souvent tout simplement la force vive. Doit on considérer qu'ils sont définitivement exclus des systèmes de formations, d'une participation responsable au processus de développement national ? Ce serait une lourde et grave responsabilité particulièrement handicapante pour le développement des pays à court et moyen terme. N'est il pas préférable de chercher leur réintégration immédiate, par un programme d'alphabétisation et de formation qualifiante continue dont les répercussions économiques ne pourront en retour que favoriser un financement plus adéquat et plus rapide de l'amélioration des systèmes d'éducation primaire. Comme souhaité par l'UNESCO, **L'EPT dans sa politique, ses programmes et son financement doit inclure à la fois l'enseignement primaire, l'alphabétisation et la formation continue du plus grand nombre.**